



Fédération des Bouches du Rhône

58, rue Montgrand 13006 Marseille
Tél. 04.91.54.85.03 – Fax 04.91.54.05.88
E-Mail : fede13@parti-socialiste.fr

Parti Socialiste

La lutte du Parti Socialiste en matière sociale au Parlement Européen

Les services publics : contre Bolkestein, pour une véritable directive sociale

Les socialistes européens ont voté contre la directive Bolkestein (directive dite « Services »). Dans le doute d'une défaite dans l'hémicycle, ils avaient en amont apporté de nombreuses modifications préalables à cette directive pour **supprimer le principe du pays d'origine et protéger les services d'intérêts généraux et les services sociaux. Sans eux l'Europe se serait engouffrée trop profondément dans le jeu de la concurrence.** Le combat n'est pas terminé : les services publics restent dépourvus d'un cadre juridique précis, tributaire de la volonté des juges européens. Les socialistes européens se sont depuis retroussés les manches et mis au travail pour faire une «maquette» de Directive-cadre sur les services publics en collaboration avec les partenaires sociaux et les spécialistes universitaires. Transmise récemment à la Commission européenne, elle est en attente d'être proposée... Si une autre Commission, politiquement à gauche la soutient.

Libéralisation de la Poste : les socialistes ont voté contre

Hôpital et logement social: les socialistes français obtiennent une victoire en faveur de l'hôpital et du logement social

Les socialistes français ont déposé des amendements tendant à **l'exemption totale et sans conditions du logement social et des hôpitaux, du régime juridique européen des Aides d'Etat** afin de permettre leur libre subventionnement par les Etats. La Droite a obtenu gain de cause devant le Parlement, où elle est majoritaire. Mais la Commission européenne a finalement réintégré les amendements des socialistes français et du PSE.

Les restructurations ne doivent pas être de la destruction sociale !

La Commission européenne n'évalue pas l'impact des fusions ou des restructurations d'entreprises sur l'emploi et sur la situation sociale. Les socialistes ont obtenu une révision de la réglementation sur les fusions et de la directive sur les offres publiques d'achat (OPA), ce qui a permis aux représentants du personnel d'avoir un vrai droit de regard sur les processus en cours. Ils ont réclamé une **loi européenne qui protège les droits des salariés dans l'éventualité d'une restructuration**, réfléchissant à l'ensemble des conséquences des fusions. C'est aussi grâce à la mobilisation massive des socialistes européens qu'un **fonds de 500 millions d'euros par an a été créé**, avec pour objectif d'aider les salariés victimes des délocalisations à retrouver un emploi.

Les retraites, c'est aussi une question européenne !

Les socialistes européens ont milité pour sauvegarder de façon durable le système universel existant en matière de retraite, pour préserver les fonds publics de retraite, avec comme objectif une plus grande cohésion sociale. Ils se sont battus pour que les **fonds de réserve professionnels complémentaires ne s'apparentent pas à une simple capitalisation**, soient accessibles à tous et entérinés par les partenaires sociaux, tout en étant assortis de garanties financières.

Pour les travailleurs Intérimaires, une Europe plus sociale !

Les socialistes européens ont arraché au Conseil l'adoption de la directive sur le travail intérimaire, en discussion depuis 2002. Après les 6 longues années de négociation entre les gouvernements des Etats membres sur ce sujet, grâce à leur mobilisation, **les travailleurs intérimaires en Europe bénéficieront des mêmes conditions de traitement et de salaire que les salariés** employés au même poste dans l'entreprise.

N'écoutez pas ceux qui vous disent qu'il n'y a aucune différence entre la droite et la gauche au niveau européen : jugez par les actes.